

Médecine traditionnelle

Les praticiens toujours dans l'attente d'un statut juridique

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Saisissant l'occasion d'un point-presse, le 29 juin 2019, au quartier Ondogo, ils en ont profité pour non seulement rappeler les vertus de cette science ancestrale et naturelle, mais aussi interpeller les autorités sur la nécessité d'une régularisation, préservation et d'une revalorisation de cette médecine séculaire en République gabonaise.

RÉUNIS au cours d'un point-presse, le 29 juin 2019, au quartier Ondogo dans le 6e arrondissement de Libreville, les membres du Comité national ad hoc des praticiens de la médecine traditionnelle ont interpellé les autorités sur la nécessité d'une régularisation, préservation et d'une revalorisation de ce secteur en République ga-

bonaise. "Regroupant en son sein une vingtaine d'associations, notre comité existe sur la base d'un statut provisoire obtenu par l'arrêté 0091 du 12 avril 2016. Nous relevons le manque d'évolution de notre support juridique. C'est la raison pour laquelle nous interpellons les plus hautes autorités du pays, afin qu'elles puissent jeter un regard particulier sur notre secteur", a plaidé Félix Rodrigue Engoure, secrétaire général. Une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) révèle pourtant qu'en Afrique, 80 % de personnes se soumettraient, en premier lieu, aux méthodes de la médecine traditionnelle, avant de se diriger vers les structures sanitaires modernes. C'est donc dire toute la force dont regorge cette science naturelle et



La déclaration lue par Félix Rodrigue Engoure (2e à g), secrétaire général du comité national ad hoc de la médecine traditionnelle.

Photo : Frédéric Serge Long

ancestrale qui a déjà fait ses preuves avant la médecine moderne. Les membres du Comité national ad hoc de la médecine traditionnelle ont reconnu tout de même

que des avancées ont été obtenues par le passé avec les anciens ministres de la Santé. D'abord, le Pr Léon Nzouba qui avait permis la mise en place d'une commission pour réguler

le secteur et réfléchir à la création d'une direction générale de la Médecine traditionnelle. Ensuite, Paul Biyoghe Mba qui leur a fait obtenir les arrêtés 0091,0092 et 0093 du

12 avril 2016 et l'arrêté 160 du 28 juillet 2016 ayant boosté le secteur et permis de doter des moyens pour démarrer leurs activités. Enfin, Denise Mekam'ne Edzidzie qui avait demandé la mise en place d'un programme d'évaluation, en collaboration avec l'OMS, pour identifier et valoriser les 100 premiers tradipraticiens sur la base des 1 000 déjà recensés. Mais les choses piétinent à ce niveau, regrettent les membres du comité. D'où la sollicitude qu'ils expriment au nouveau ministre de tutelle en émettant le vœu de voir leur secteur d'activité sortir de l'informel pour être organisé et structuré comme ceux des praticiens des autres pays d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Vie des associations/Assemblée générale du Réseau Femme Lève-Toi (RFLT)

Adoption d'un plan d'actions 2019-2021

CM
Libreville/Gabon

DÉVELOPPER un réseau de femmes déterminées et influentes qui contribuent à l'avancée démocratique et socio-économique du Gabon. Telle est la mission que se donne l'association Réseau Femme Lève-Toi (RFLT). Cette structure a organisé, samedi dernier, dans l'enceinte de l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry (UFGSE) de Libreville, une assemblée générale en vue de l'adoption d'un plan d'actions pour le restant de l'année 2019. Un plan qui court jusqu'en 2021. Lors de son discours d'ouverture, la présidente du RFLT, Nathalie Zemo-Efoua, mandatée par



Quelques membres du Réseau Femme Lève-Toi après leur AG de samedi à Libreville.

Photo : CM

le Conseil d'administration, a tenu à rappeler aux membres la raison d'être de cette structure associative: "promouvoir le leadership et l'autonomisation des femmes pour favoriser la prise de responsabilité des femmes dans tous les secteurs de la vie sociale, politique et économique du pays".

Face au constat fait du recul de la société dans l'ensemble de ses segments, du traitement désastreux réservé aux membres les plus fragiles comme les filles mineures, les retraités, les malades mentaux, de la qualité de vie des citoyens qui s'effondre et des valeurs morales qui s'effritent, la

présidente du RFLT a demandé aux femmes venues nombreuses de faire leur part d'engagement pour construire et développer notre patrie telle que nous la rêvons. "Femme, nous avons un énorme pouvoir d'influencer et de changer les choses. Notre pouvoir, nous pouvons l'exercer sur nos enfants à travers les

valeurs et les modèles que nous leur inculquons, sur nos maris par nos conseils et notre sagesse, sur la société toute entière par nos initiatives et notre engagement sur les plans économique, social et politique", a-t-elle plaidé auprès de ses congénères. Nathalie Zemo-Efoua a présenté aux adhérents les différents membres du Conseil d'administration et les responsables de projets du RFLT dont le mandat a une durée de trois ans. Les activités se sont poursuivies avec une séance de travail afin de déterminer les points d'exécution de l'association. Après plusieurs échanges, trois principaux programmes ont été retenus et approuvés à la majorité après vote; à savoir le renforcement

du leadership et de l'engagement politique des femmes en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la démocratie, la promotion des valeurs rattachées à la dignité humaine, à la protection de la cellule familiale et à la citoyenneté et l'autonomisation des femmes. Pour mener à bien ses projets, le Réseau Femme Lève-Toi prévoit des campagnes de sensibilisation, des formations, des actions de coordination et de coopération avec d'autres organisations dont l'objet est similaire, des études sur les conditions des femmes et bien d'autres. Un vaste chantier que le RFLT entend conduire avec détermination au cours des deux prochaines années.

Choses vues

Africa N°1 : Mouyabi et Libreville comme à l'abandon

IMM
Moanda/Gabon

LA radio panafricaine Africa N°1 a cessé d'émettre. Elle est ainsi définitivement devenue aphone. En témoignent ses installations techniques actuellement à l'abandon. À Libreville, le bâtiment qui abritait la plus célèbre des radios africaines tombe progressivement en ruine et est victime de vandales. À Moanda dans la province du Haut-Ogoué, la station de Mouyabi, la puissante émetteur de la célèbre radio panafricaine, croupit dans la broussaille avec antennes



Photo : IMM

La station d'America N°1 livrée aux vandales.

et autres équipements, parfois lourds. Le site ressemble actuellement à un vieux village perdu dans la plaine. Le grand panneau en béton aux couleurs

jaune et vert, enseigne de la puissante radio, est à peine visible, au milieu de hautes herbes. Qu'est-ce qui a pu bien occasionner la ruine de



Photo : IMM/L'Union

Le panneau devenu invisible d'America N°1 à Mouyabi.

la première radio panafricaine, celle qui incarnait la souveraineté de tout le continent africain et la fierté du Gabon en Afrique et ailleurs, ne cessent de

s'interroger ceux qui ont vécu les moments de gloire d'America N°1? "Si la volonté politique y est, on ne laisserait pas mourir Africa N°1. On lui

redonnerait si possible de nouvelles orientations de communication, un statut national. Le média pourrait devenir une radio thématique par exemple. Ce qui ne serait pas une radio de trop à côté de Radio-Gabon. Au contraire, elle participerait au développement tous azimuts du Gabon, comme elle l'avait toujours fait. Sinon, abandonner un média d'une telle dimension, avec un investissement qui a autant coûté au contribuable gabonais, quel gâchis!", s'offusque un ancien auditeur devant le spectacle de désolation qu'offre aux passants le bâtiment abritant naguère les studios d'America N°1 à Libreville.